SÈVREMOINE

Envoyé en préfecture le 23/07/2026
Reçu en préfecture le 23/07/2026
Publié le
ID : 049-200054385-20260721-ARR_26_1865-AR

Domaine : 5.4.1 – Acte réglementaire

ARRÊTÉ MUNICIPAL

N°ARR_26_1865_ADM_Arrêté portant modification de la délégation de fonctions et de signatures à Madame Marie MOREAU, Adjointe au Maire délégué de la commune de St Germain sur Moine et Déléguée au Suivi des Affaires Foncières

Le Maire de la commune de Sèvremoine,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-18 qui dispose que si le Maire est seul chargé de l'administration, il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses Adjoints et à des membres du Conseil municipal,

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints de Sèvremoine et des communes déléguées, du 20 mars 2026,

Vu la délibération n°DCM 26_092 du Conseil municipal en date du 2 avril 2026 qui a autorisé la subdélégation des matières déléguées par le Conseil municipal au Maire,

Considérant que la nécessité, pour la bonne marche de l'administration, de procéder à une délégation de fonctions du Maire au bénéfice de Madame Marie MOREAU,

ARRÊTE

Article 1 : L'arrêté n°ARR 26_1700 est abrogé.

Article 2 : Sous ma surveillance et ma responsabilité, il est accordé une délégation de fonctions et de signatures à Madame Marie MOREAU, Adjointe au Maire délégué de la commune de St Germain sur Moine et Déléguée au Suivi des Affaires Foncières :

Au Pôle Aménagement, Urbanisme et Centre-bourgs pour les fonctions suivantes :

- Sous la responsabilité de l'Adjoint de pôle Aménagement, Urbanisme et Centre-bourgs délégué à l'Habitat et Aménagement, contribution à la définition et au pilotage de la stratégie de la collectivité en matière de Suivi des Affaires foncières ;
- Contribution à l'animation de toutes commissions existantes ou à venir relevant de ce champ de compétences.

En tant qu'Adjointe au Maire délégué de St Germain sur Moine, sur le territoire de la commune déléguée :

- Animation locale et relations aux associations locales ;
- Fonctions d'officier d'état civil.

Pour les signatures suivantes, *en rang 1* :

- Tous documents et courriers ayant trait au suivi des Affaires foncières ;
- Les contrats, conventions et actes relatifs aux affaires immobilières ou domaniales ;
- Les actes notariés (achats et ventes) ;
- Les décisions de ne pas exercer, au nom de la commune, les droits de préemption et le droit de priorité prévus par le Code de l'Urbanisme ;
- Les conventions SAFER, baux ou convention de location ;
- La délimitation des propriétés communales.

Envoyé en préfecture le 23/07/2026
Reçu en préfecture le 23/07/2026
Publié le
ID : 049-200054385-20260721-ARR_26_1865-AR

Pour les signatures suivantes, *en rang 3* :

- Les décisions relatives aux autorisations d'urbanisme et d'utilisation des sols, y compris les établissements recevant du public (ERP) et les autorisations de travaux ou d'aménagement ne nécessitant pas de permis de construire ainsi que les enseignes et préenseignes

En tant qu'Adjointe au Maire délégué de St Germain sur Moine, pour les signatures suivantes, *en rang 2* :

- Les certifications conformes d'une copie lorsque celle-ci est exigée par une autorité étrangère ;
- Toutes les décisions d'inscription et de radiation des listes électorales. Habilitation est également donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour avoir accès, dans la limite de son besoin d'en connaître, aux données à caractère personnel et aux informations enregistrées dans le système de gestion du Répertoire Electoral Unique de la commune de Sèvremoine, pour lui permettre de gérer, dans le délai imparti, les inscriptions et les radiations sur la liste électorale de Sèvremoine, ainsi que les notifications à opérer ;
- Les arrêtés de numérotage et certificats d'adressage ;
- Les arrêtés de débit de boissons ;
- L'ensemble des documents liés à l'exercice des fonctions d'officier d'état civil ;
- La légalisation de signature dans les conditions prévues à l'article L.2122-30 du Code général des collectivités territoriales ;
- L'établissement et la délivrance des attestations de recensement citoyen ;
- Les autorisations funéraires municipales : autorisations de travaux dans les cimetières, de dépôt temporaire de corps, d'inhumation, de crémation, de dispersion de cendres et d'exhumation ;
- Par subdélégation : tous documents relatifs à la gestion funéraire (fermeture de cercueils, cimetière, y compris la délivrance et la reprise des concessions).

Article 3 : Tous les actes signés au titre de la délégation de l'article 1 porteront la mention des nom, prénom et qualité du signataire ainsi que la mention de la délégation.

Article 4 : Cette délégation prend effet à compter du caractère exécutoire du présent arrêté. Elle pourra être rapportée à tout moment et ne saurait en tout état de cause, dépasser le terme du mandat de l'élu l'ayant accordée ou la fin des fonctions de l'élu attributaire des présentes délégations.

Article 5 : Madame Marie MOREAU percevra une indemnité en qualité d'Adjointe au Maire délégué de la commune déléguée de St Germain sur Moine, soit une indemnité de base de 21.38%, Cela représente un montant de 878.83€ à la date du 1er avril 2026, susceptible d'évoluer en fonction de l'évolution de la valeur du point d'indice en vigueur.

Article 6 : Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune de Sèvremoine.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
- Monsieur le sous-préfet de Cholet,
- Madame la trésorière municipale,
- Madame Marie MOREAU.

A Sèvremoine, le 21 juillet 2026.

Richard Cesbron
Maire de Sèvremoine

COMMUNE DE SEVREMOI
Maine-et-Loir

Notifié le : 24/09/2026

Madame Marie MOREAU

Richard Cesbron
Maire de Sèvremoine
23 juil. 2026

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'Ile Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal administratif peut être également être saisi via l'application Télérecours citoyens accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr